

EUROGROUP
CONSULTING



SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE
JANVIER 2017

EN PARTENARIAT AVEC

BFM
BUSINESS

LE FIGARO
économie

Remerciements

Groupe de conseil volontairement européen et indépendant, Eurogroup Consulting assiste ses clients, depuis 35 ans, dans la réalisation de leurs ambitions stratégiques.

Eurogroup Consulting accompagne de multiples acteurs dans les domaines de la Banque, de l'Assurance, des trois Fonctions Publiques, de la Santé, de l'Energie, des Transports, de l'Industrie et de la Distribution.

Nous intervenons sur des projets de stratégie de transformation, de gouvernance, de réorganisation, d'amélioration de la qualité de service, de performance managériale et d'évaluation des organisations.

Nous remercions l'ensemble des dirigeants des grandes entreprises qui en participant, cette année encore, au Baromètre des Grandes Entreprises, nous ont fait partager leur vision sur la performance économique de leurs entreprises et leur navigation au sein d'un environnement global fait de contraintes et d'opportunités.

Le Baromètre des Grandes Entreprises française (BGE) fête cette année sa dixième édition. Comme pour les précédentes, il évalue, à travers ses dirigeants, le dynamisme et les défis de l'économie française.

Réalisé par Eurogroup Consulting et l'Observatoire BFM Business, en partenariat avec le Figaro Economie, le BGE a pour originalité d'associer vision prospective, analyse du fonctionnement de l'entreprise et priorités opérationnelles.



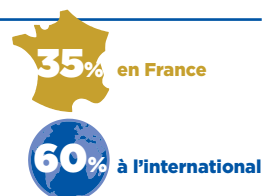
LES PRÉVISIONS

Les dirigeants d'entreprise placent **2017** sous le signe du **développement** et de l'**investissement** devant l'**amélioration de la rentabilité**

4/5
se déclarent
optimistes ou
très optimistes



2/3
prévoient
une croissance
de l'activité



€ **54%** prévoient une augmentation des investissements

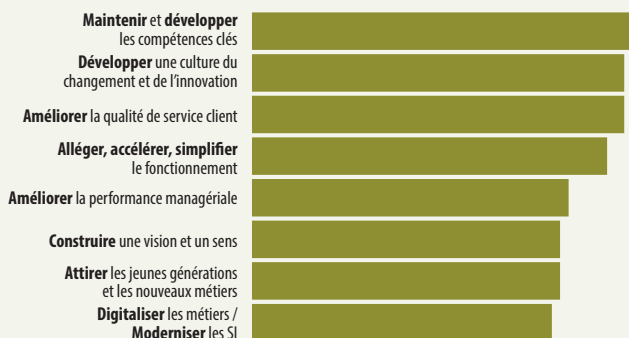
🗣️ **43%** prévoient un accroissement des effectifs



LES DÉFIS



PRIORITAIRES



Investir dans les **ressources humaines** (culture d'innovation, développement des compétences et du management, attractivité pour les jeunes, ...) et améliorer le **service** et l'**expérience client**, via la digitalisation de l'entreprise et la modernisation des outils seront les priorités de 2017.

NON PRIORITAIRES

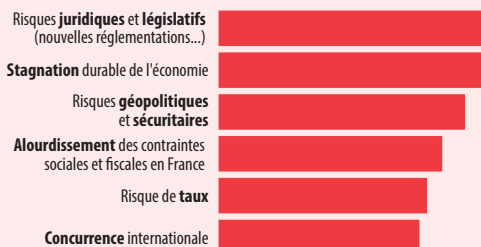


Les **acquisitions** (en France et à l'international) et la **réduction des coûts** seront moins prioritaires en 2017.



LES RISQUES

FORTS



Le **poids de l'État** et le **réglementaire** sont les risques les plus forts devant les risques **géopolitiques** et **sécuritaires** et le risque de **taux**.

FAIBLES

Laïcité en entreprise



Réchauffement climatique



Les médias en **parlent beaucoup** mais ces thématiques ne préoccupent pas les dirigeants d'entreprise. Les **dirigeants** sont-ils **déconnectés** de ces problèmes de société ou les médias en font-ils **trop** ?

LES ATTENTES

VIS-À-VIS DU PROCHAIN GOUVERNEMENT

Un État allégé et simplificateur

Réduction de la fiscalité et des charges
Flexibilité du travail

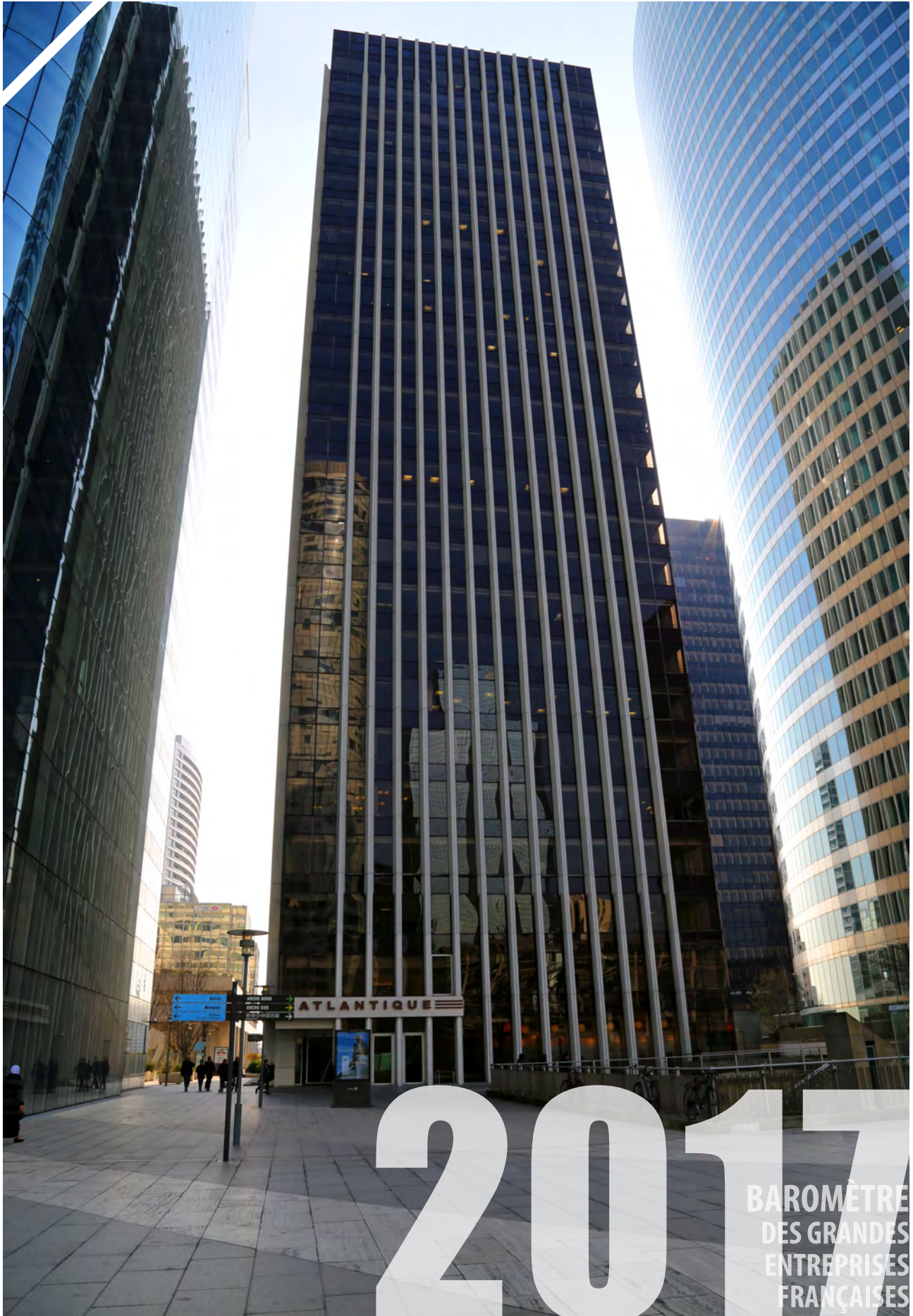
Un État stratège

Développement des nouvelles économies (digital, circulaire,...)
Grands projets d'infrastructures



Un État protecteur

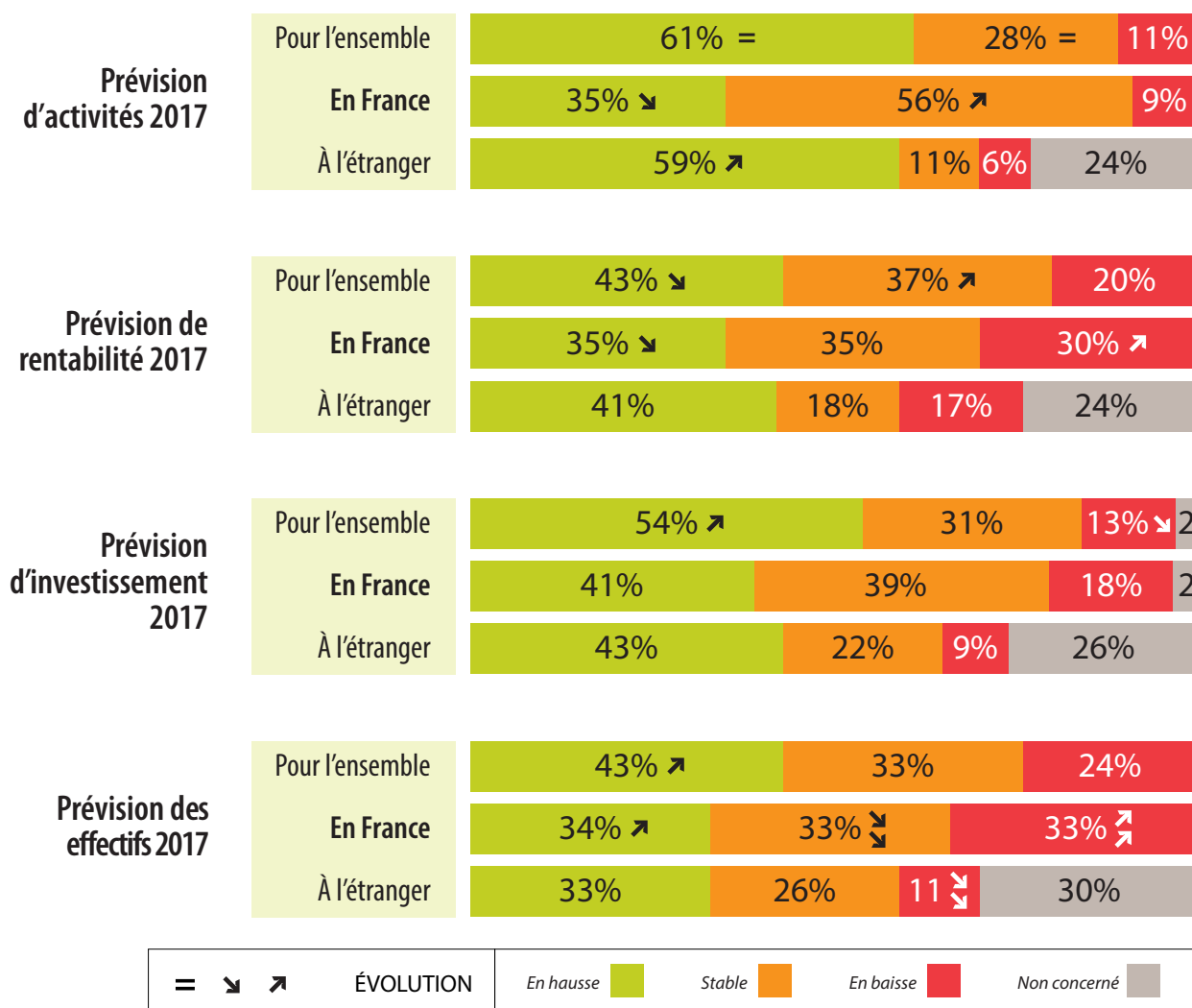
Adéquation de la formation avec le marché du travail
Protection des intérêts économiques français



Sommaire

- 1 - L'Atlas 2017 des Grandes Entreprises p. 6
- 2 - Les soldes d'opinion détaillés : le match France / Étranger p. 8
- 3 - Les prévisions qualitatives : les préoccupations et défis pour 2017 p.14
- 4 - Les attentes des dirigeants vis-à-vis du prochain gouvernement p.18

■ Activité, investissements et effectifs progressent toujours malgré le tassement continu de la rentabilité



La hausse de l'activité est d'actualité, au même niveau qu'en 2016, mais surtout à l'international.

Les prévisions de rentabilité évoluent plus vers la stagnation.

Investissements et recrutements sont majoritairement prévus en hausse, en progression sur 2016. Évolution identique France / étranger pour les investissements.

Dynamique contrastée en France pour les effectifs : la stabilité, très majoritaire en 2016, cède le pas de façon égalitaire aux prévisions de hausse et de baisse.

■ Priorité aux investissements et aux recrutements, avant la rentabilité

= ↘ ↗ ÉVOLUTION		BGE 2017	BGE 2016	BGE 2015	BGE 2014
SOLDE D'OPINION					
ACTIVITÉ	50 =	51	43	47	
RENTABILITÉ	23 ↘	34	57	24	
INVESTISSEMENTS	41 ↗	23	17	7	
EFFECTIFS	19 ↗	11	3	9	



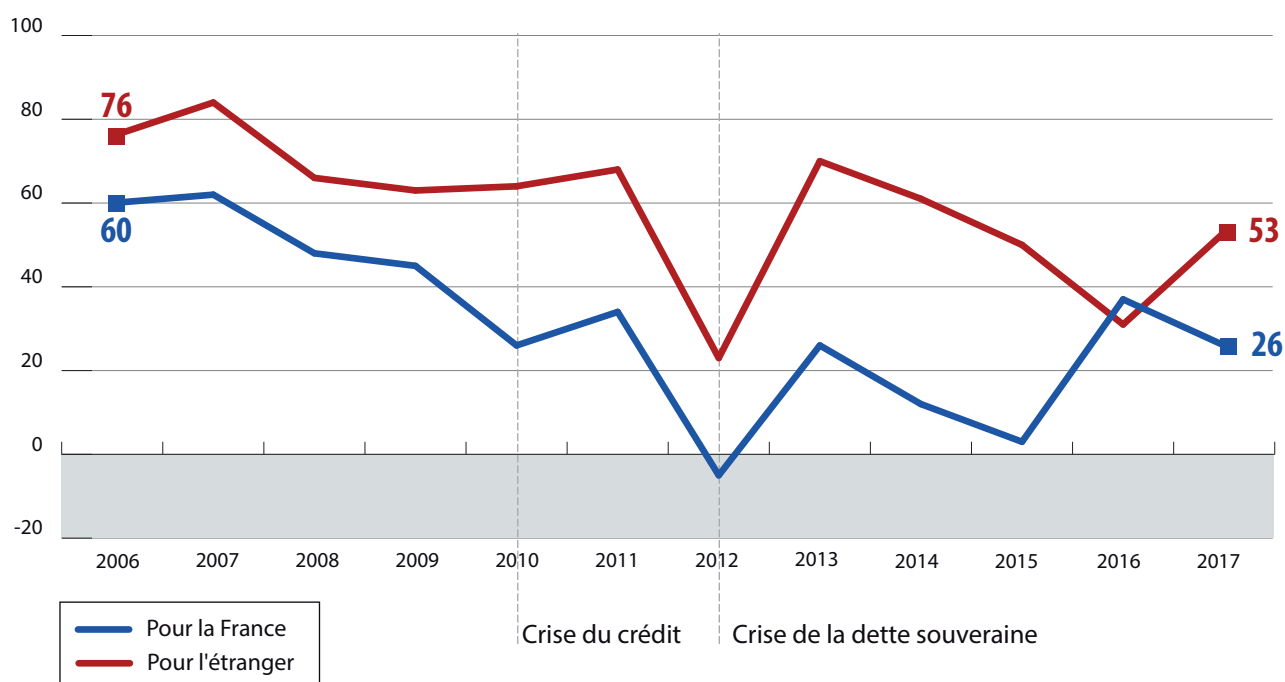
Solde d'opinion = % des « en hausse » - % des « en baisse »

Ces indicateurs amplifient les constats bruts :

- Les prévisions d'activité confirment leur stabilisation à 50 points d'écart entre pessimistes et optimistes.
- La rentabilité revient à son niveau de 2014, après une deuxième année de décroissance.
- L'optimisme se renforce avec la même vigueur pour les effectifs comme pour les investissements.

Voir les 4 graphiques pages suivantes : ----->
 Évolution de cet indicateur depuis 2006, pour les prévisions des Grandes Entreprises en France vs à l'étranger

■ Un retour de l'international

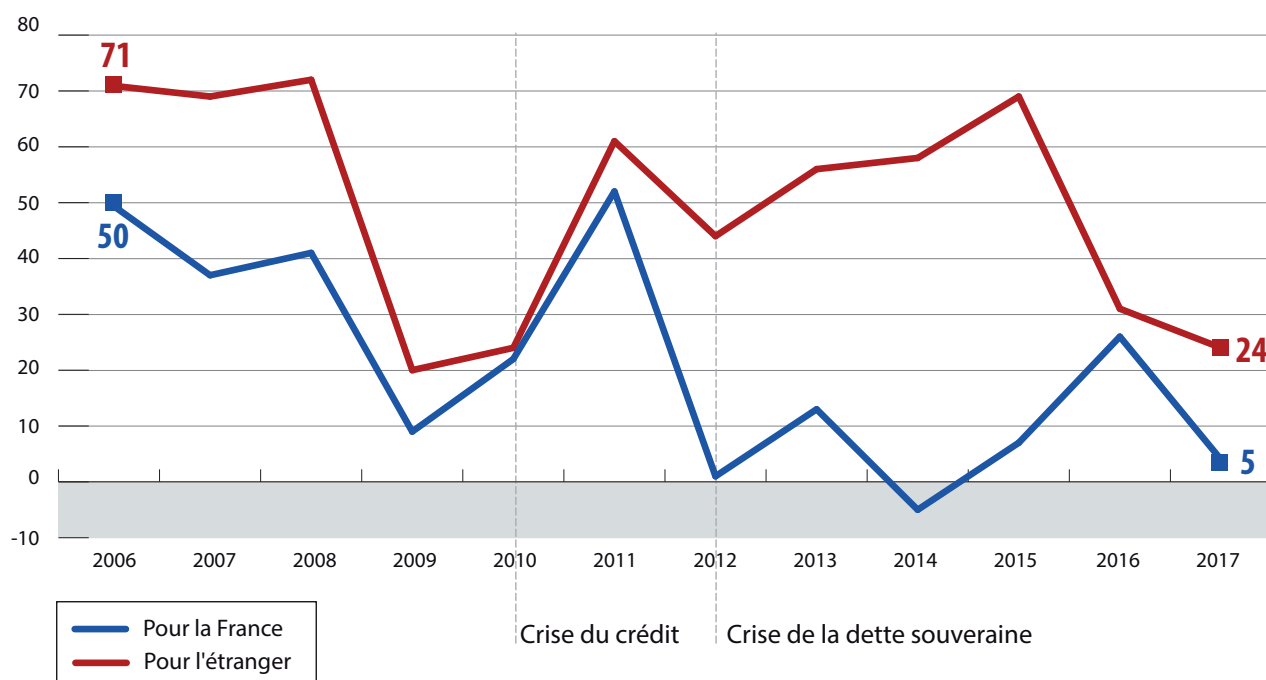


Les soldes d'opinion mettent bien en lumière combien la stabilité globale des prévisions sur l'activité masque une réelle disparité entre France et étranger.

L'étranger regagne 12 points, la France en perd 11 : l'étranger reprend le dessus pour les indicateurs d'activité, après l'inversion historique de 2016.

L'écart résultant est toutefois nettement plus modéré que celui des années 2013 à 2015.

■ Brutale rechute de la France, mais l'euphorie pour l'international est bien terminée

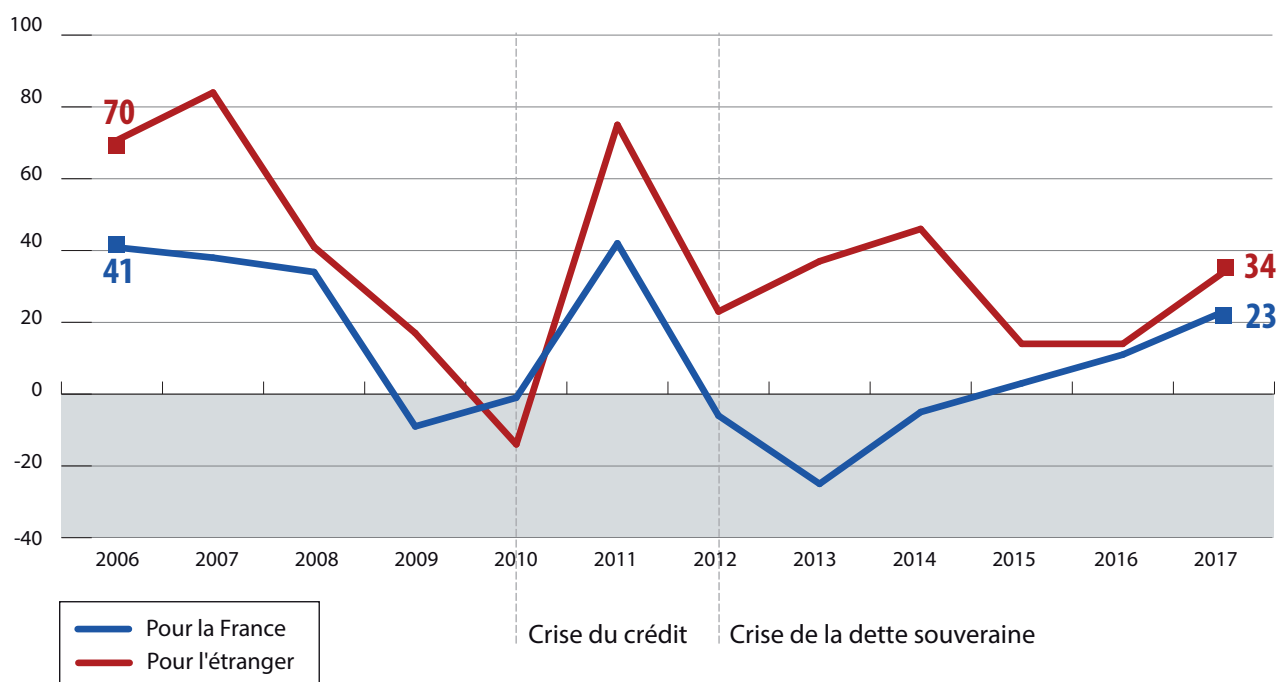


L'indicateur à l'international retrouve ses plus bas niveaux de 2009 et 2010.

La France décroche à nouveau, après 2 années de hausse : les prévisions de baisse annulent quasiment celles de hausse. De multiples facteurs d'explication possible : effet pétrole, parité euro / dollar, reprise des taux d'intérêt... ?

Au total, un écart France/étranger moins dramatique que celui des années 2012-2015, mais une situation bien décevante après les espoirs de 2016.

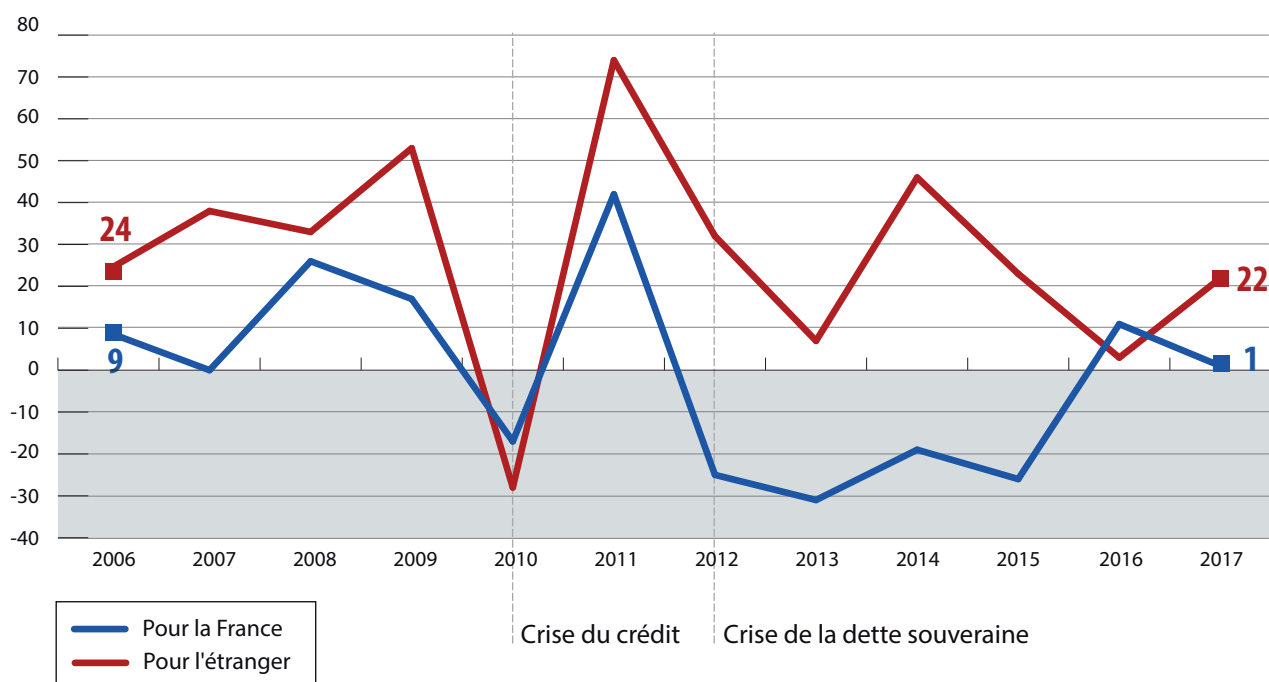
■ Les deux augmentent, avantage pour l'étranger



Un graphique raisonnablement positif : la France continue sa progression initiée depuis 2013, l'étranger la reprend après 2 années de baisse ou de stagnation, et l'écart entre les deux demeure très mesuré.

Globalement, les dirigeants des grandes entreprises sont tournés vers l'avenir à moyen et long terme

■ Retour à la case départ



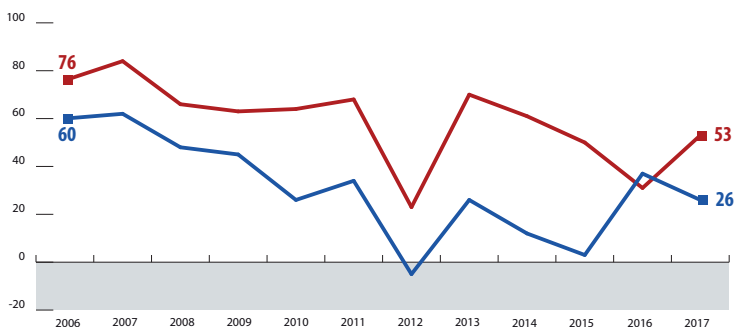
La France baisse, l'étranger monte : même schéma qu'en 2007 et 2009 (mais avec moitié moins d'écart entre les 2 courbes qu'à l'époque).

Les prévisions d'augmentation d'effectifs sont en croissance en France et à l'étranger, mais en France, les dirigeants prévoient à quasi-égalité de recruter ou de réduire leurs effectifs.

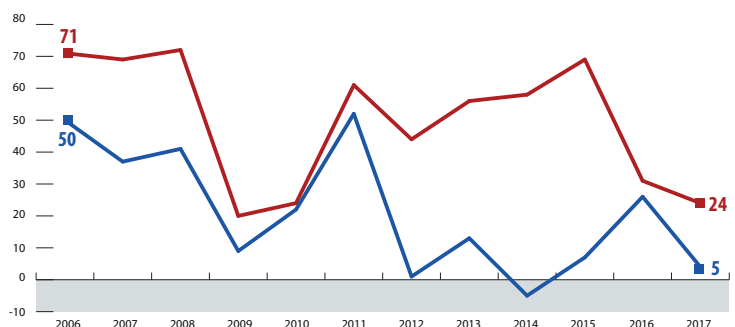
L'écart entre les deux courbes se tasse fortement par rapport aux années 2012-2015, mais à tout le moins la loi Travail n'ouvre pas de fortes perspectives d'embauches en France pour les mois à venir.

■ Confiance dans l'avenir, tempérance sur l'international

Indicateur d'optimisme sur l'activité



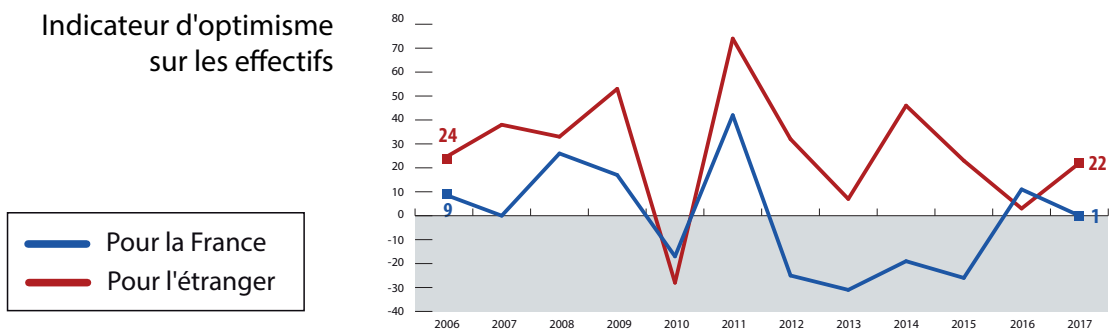
Indicateur d'optimisme sur la rentabilité



Indicateur d'optimisme sur l'investissement



Indicateur d'optimisme sur les effectifs



— Pour la France
— Pour l'étranger

Globalement les prévisions négatives sur la rentabilité ne freinent pas les perspectives d'investissement à moyen terme.

Dans le match France / étranger, va-t-on vers un amortissement des excès ?

2011-2015 : cap à l'international.

2016 : inversion brutale des tendances.

2017 : retour plus modéré de la préférence pour l'international.



■ Les dirigeants ont envie d'y croire

80% des dirigeants se déclarent plutôt voire très optimistes pour 2017

2017 : L'envie

2016 : La lucidité

2015 : L'endurance

2014 : La résistance

2013 : Le pragmatisme

2012 : Le fatalisme

2011 : L'espoir

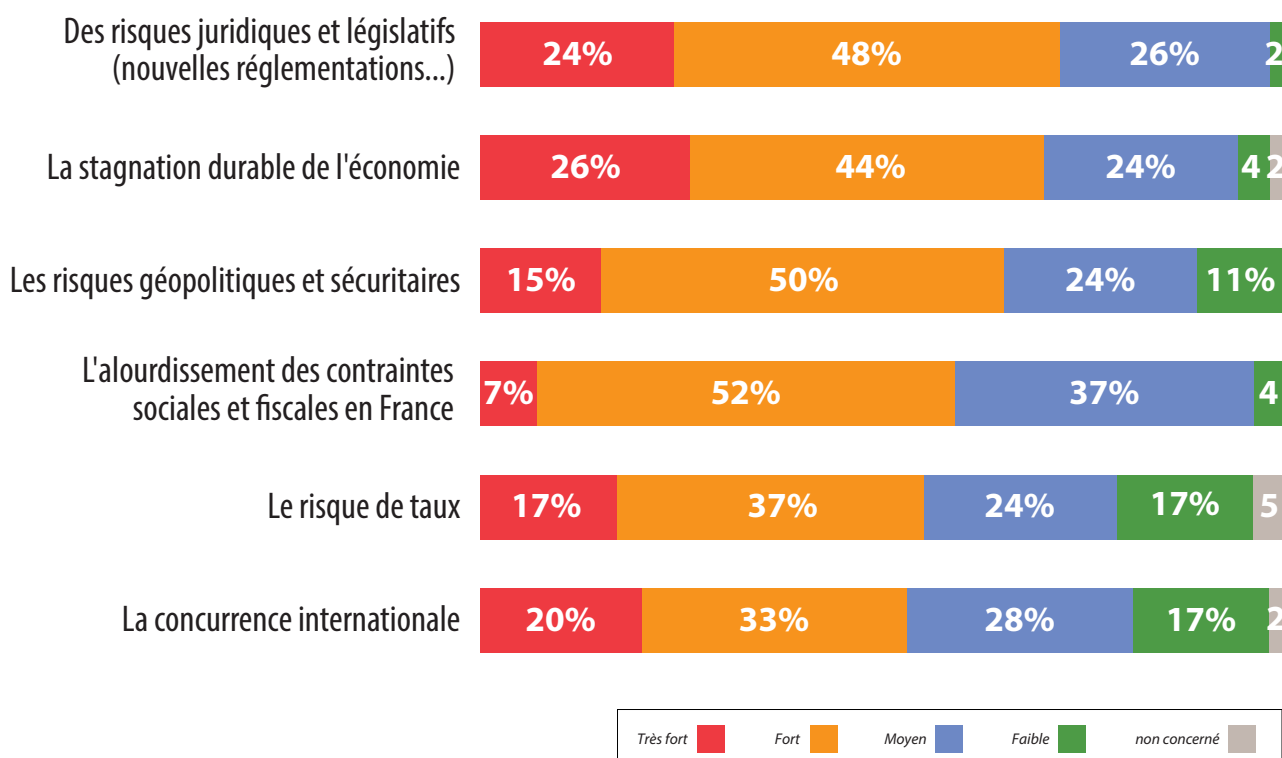
2010 : Le pessimisme

2009 : Le volontarisme

2008 : La confiance

■ Des risques de lourdeur en France, de natures diverses à l'international

Parmi les **risques** suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent **le plus** pour 2017 ?



Les dirigeants attendent beaucoup de la simplification de l'Etat mais craignent le contraire.

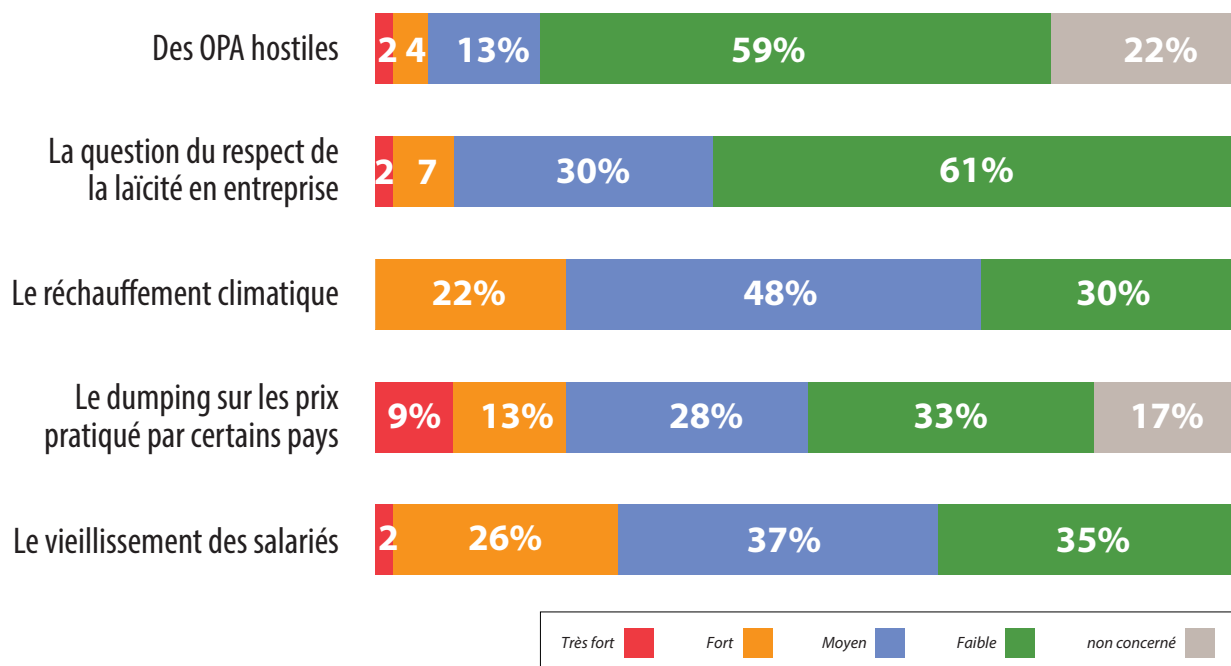
Les risques géopolitiques et sécuritaires se maintiennent logiquement à un niveau élevé.

Une accentuation du caractère mondialisé des préoccupations.

Trois disparitions du top 6 : les cyber-risques se répartissent à part égale entre très fort ou fort, et moyen ou faible (sans corrélation avec la taille de l'entreprise) ; la volatilité des marchés financiers et le contexte déflationniste reculent dans les préoccupations.

■ Des risques jugés faibles, parfois en contradiction avec leur médiatisation

Parmi les **risques** suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent **le moins** pour 2017 ?



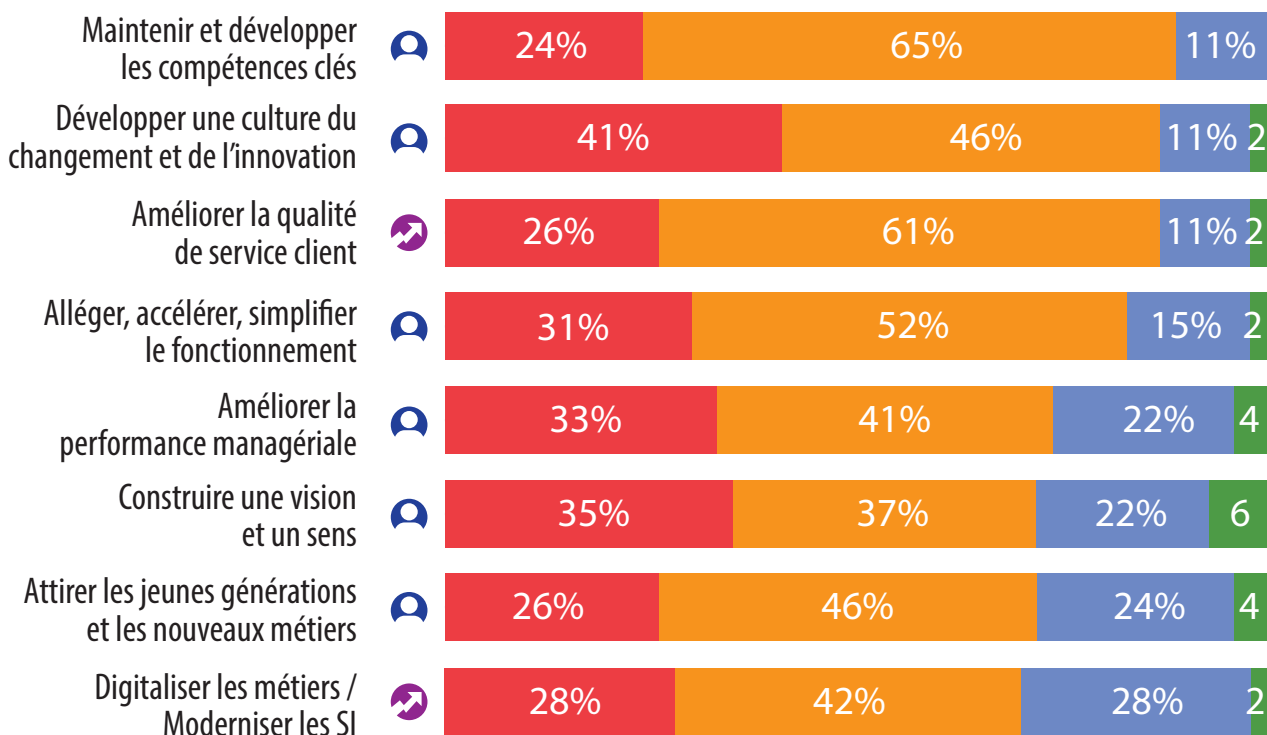
5 types de risques sont jugés comme forts ou très forts par moins de 30% des dirigeants.

De façon surprenante, en font partie des thèmes très médiatisés tels que la laïcité en entreprise, le réchauffement climatique, et dans une moindre mesure le vieillissement des salariés.

Ceci pose une question : les médias en « font-ils » trop, ou les dirigeants des grandes entreprises sont-ils pour une grande part déconnectés de ces problèmes de société ?

■ Des défis très concentrés sur les problématiques RH

Parmi les **défis** suivants, quels sont ceux qui sont **prioritaires** pour votre entreprise / groupe en 2017 ?



Ressources Humaines Développement Rentabilité

Très fort Fort Moyen Faible



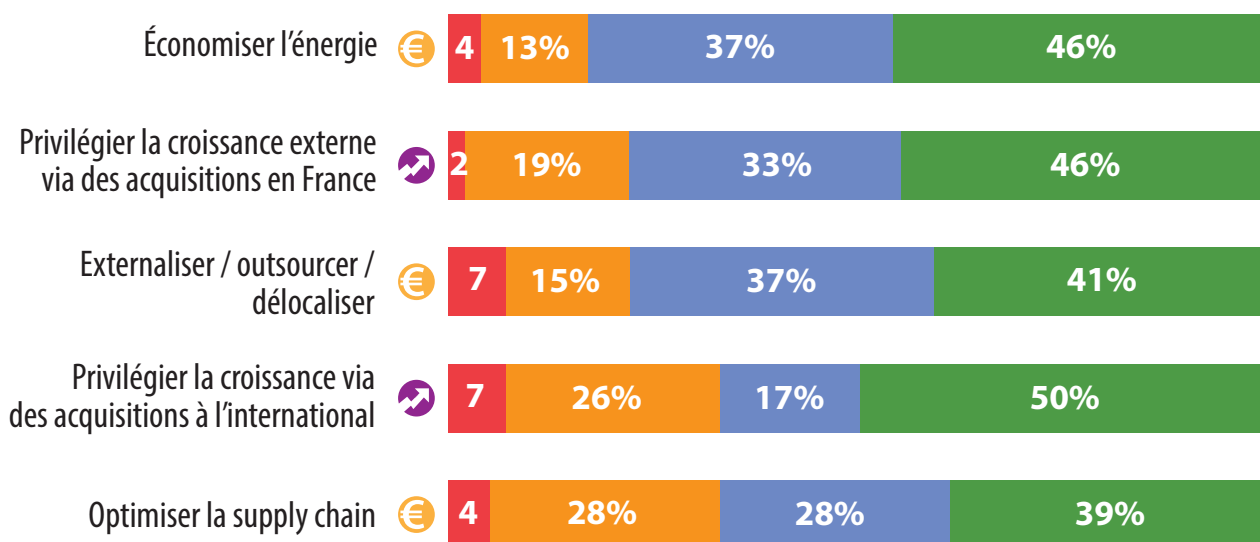
D'abord, investir dans les femmes et les hommes de l'entreprise : compétences clés, culture de l'innovation, management et agilité, attractivité des talents.

Aussi, digitaliser l'entreprise, moderniser les SI.

Toutes ces mutations humaines et techniques sont un passage obligé pour LA grande priorité de développement : l'amélioration du service client.

■ Priorité au développement des forces internes

Parmi les **défis** suivants, quels sont ceux qui sont **les moins prioritaires** pour votre entreprise / groupe en 2017 ?



La croissance ne passe pas par des acquisitions, ni de la délocalisation ou de l'outsourcing.

La maîtrise des coûts est bien sûr un enjeu permanent, mais leur réduction est devenue moins prioritaire que les défis de développement.

Les investissements seront ciblés en conséquence.

■ D'abord, réduire les contraintes directes sur l'entreprise

Les **attentes** vis-à-vis du prochain gouvernement

Un État allégé et simplificateur

- Réduction de la fiscalité et des charges
- Flexibilité du travail

Un État stratège

- Développement des nouvelles économies (digital, circulaire,...)
- Grands projets d'infrastructures



Un État protecteur

- Adéquation de la formation avec le marché du travail
- Protection des intérêts économiques français



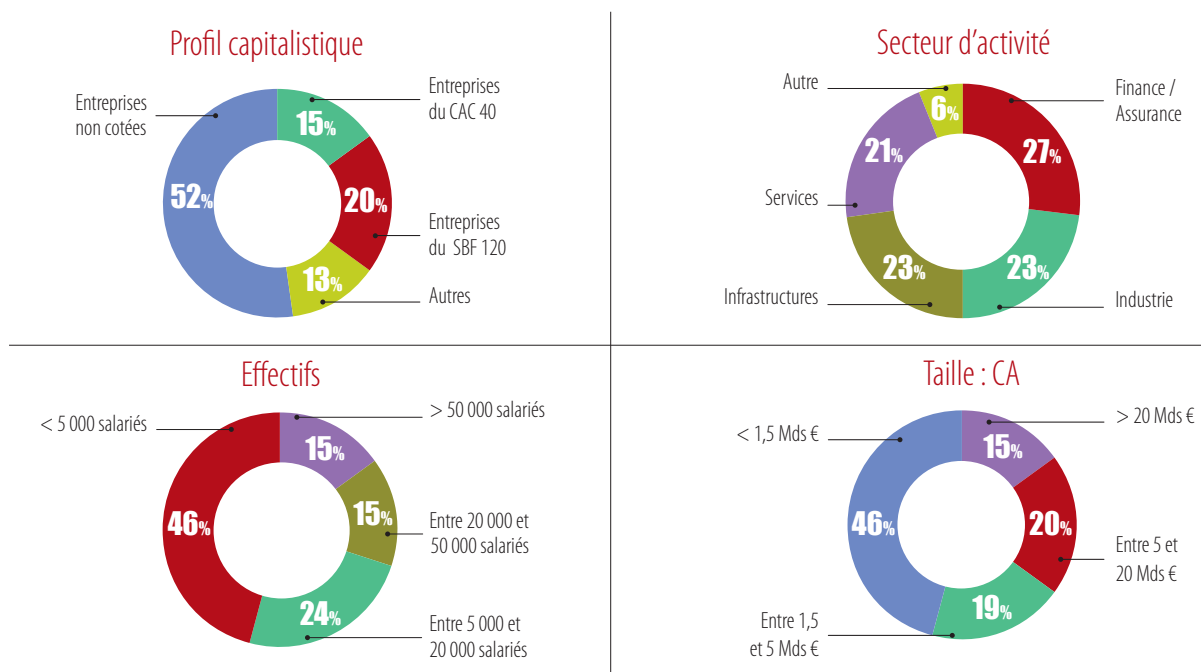
À l'occasion des élections présidentielles prochaines, 6 vœux étaient proposés aux dirigeants à l'intention des futurs gouvernants. Pas de plébiscite et 3 groupes se détachent :

- Un État allégé et simplificateur, d'abord ;
- Un État investisseur et booster de l'économie, ensuite ;
- Un État protecteur, enfin.

Certains dirigeants ont exprimé une attente complémentaire. Une idée forte exprimée sous diverses formes : **l'international et en particulier l'Europe** (positionnement mondial, harmonisation intra-européenne, place de la France).

■ Profil des répondants et méthodologie

Plus d'une centaine de grandes entreprises (CAC40, SBF120, non cotées) ont été sollicitées entre le 16 novembre et le 16 décembre 2016. La typologie des répondants (avec une légère évolution à la hausse des plus grandes entreprises par rapport à l'année dernière) est la suivante :



À l'occasion de son 10^{ème} anniversaire, le questionnaire a évolué : les deux premières parties – l'Atlas et les soldes d'opinion (précédemment « indicateurs d'optimisme ») ont été ajustées en incluant une possibilité de réponse « non concerné », évitant des biais dans un questionnaire désormais digitalisé à 100%.

Surtout, une refonte des questions sur les prévisions qualitatives donne plus de compacité (les risques d'une part, les défis de l'autre) et plus de finesse (les réponses oui / non ont été remplacées par une échelle de 1 à 4 + les non concernés).

Les risques internes et externes ont été regroupés en une question commune.

Les questions sur les défis et les actions prioritaires ont été fusionnées et regroupées en 3 thèmes : Développement / maintien de l'activité, Rentabilité, RH et gouvernance.

Cette année, nous avons inclus une question spécifique au vu du calendrier électoral particulier de 2017, sur les attentes des dirigeants à l'égard des candidats à la présidentielle.

Et pour la première fois, nous avons posé directement la question du moral optimiste ou pessimiste des dirigeants (là aussi sur une échelle de 1 à 4).

Page 6 : l'introduction de la réponse « non concerné » cette année fait apparaître qu'1/4 du panel n'est pas concerné par l'international. La comparaison – prudente

– avec 2016 (première année de digitalisation du questionnaire avec réponse obligatoire) s'est faite avec l'hypothèse que les non concernés ont dû cette année-là répondre en « stabilité ».

Pages 14 et 15, le classement des risques a été effectué sur une note moyenne, calculée en chiffrant les niveaux de 0 (faible) à 3 (très fort), à l'exclusion des réponses « non concerné ». Les résultats vont de 1,93/3 pour les risques juridiques et législatifs à 0,36/3 pour le risque d'OPA hostiles.

Les tableaux reprennent cet ordre de présentation, sous la forme plus parlante des % pour chaque risque, en particulier sur le cumul des « fort » et « très fort ».

On notera que l'ordre selon les moyennes n'est pas calqué sur celui des cumuls de pourcentage : dans le tableau page 15, les risques retenus sont ceux dont la moyenne est inférieure à 1 (0,36 à 0,96), et correspondent à une part faible mais croissante des risques « fort » à « très fort » (de 6% à 28%). Sur ce critère des cumuls de pourcentages, on aurait pu faire figurer « le cours du pétrole » et « des défaillances de la part de clients » (moyenne 1,0, mais 20% et 24% de risques forts ou très forts).

Le même classement a été utilisé pour retenir les défis les plus ou les moins prioritaires pages 16 (les plus prioritaires : notes de 2,26 à 1,93) et 17 (les moins prioritaires 0,76 à 0,98), avec une adaptation de la présentation page 16 dans l'ordre du cumul des pourcentages « fort » et « très fort » pour plus de lisibilité.

Contacts

barometre-bfm@eurogroupeconsulting.fr

Secrétariat Général

Marie-Laure de LA PAILLONNE

marie-laure.delapaillonne@eurogroupeconsulting.fr
+33 (0)1 49 07 50 62

Maria-Paula VIVANT

maria-paula.vivant@eurogroupeconsulting.fr
+33 (0)1 49 07 50 13

EUROGROUP CONSULTING

Tour Vista
52/54 Quai de Dion Bouton
92806 Puteaux Cedex
Tel. + 33 (0)1 49 07 57 00
Fax + 33 (0)1 49 07 57 57
E-mail info@eurogroupeconsulting.fr
www.eurogroupeconsulting.fr



EUROGROUP CONSULTING
est membre fondateur de NextContinent,
un réseau international de cabinets de conseil,
indépendant et d'essence européenne.

www.eurogroupeconsulting.fr

